

MANIFESTE DU COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE

Pour en finir avec la division de l'Europe, le chômage, la forteresse Europe et les interventions impérialistes... Pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe !

Le Premier ministre social-démocrate espagnol a déclaré peu après son entrée en fonction : « *L'Europe doit avoir confiance dans la perspective de devenir la puissance la plus importante dans le monde d'ici 20 ans* » (*Der Spiegel*, 9 novembre 2004).

Sur le papier, l'Union européenne de 25 pays, abusivement appelée « Europe » par José Zapatero, semble pouvoir rivaliser avec les États-Unis d'Amérique : 10 500 milliards de dollars de PIB pour l'UE à 25 contre 11 000 milliards pour les USA, 455 millions d'habitants contre 295 millions. Sur cette base, à partir des succès comme la mise sur pied d'une monnaie commune à 12 États en 1999 et de l'élargissement en 2004 de l'UE à 10 pays, la social-démocratie, les débris du stalinisme européen et un certain nombre de leurs alliés dits « d'extrême-gauche » croient assister à l'émergence d'un équivalent européen des États-Unis, que les travailleurs auraient simplement à rendre plus « social » et plus « démocratique ».

LE MYTHE DE L'UNITÉ DU CONTINENT ET DU MAINTIEN DE LA PAIX SOUS L'ÉGIDE DE L'UNION EUROPÉENNE

Tous ces courants font confiance aux classes capitalistes pour réaliser l'unification de l'Europe, alors que seul la classe ouvrière en est capable, à condition de ne pas se subordonner à ses exploiters. En effet, les États-Unis d'Amérique ont résulté de la création d'un État par les bourgeoisies des colonies britanniques d'Amérique du Nord à une époque où le capitalisme était juvénile, quand la bourgeoisie était encore capable de jouer un rôle révolutionnaire, de prendre la tête des masses populaires, de les mobiliser et de les armer contre la puissance coloniale (Guerre d'indépendance) puis contre les propriétaires fonciers esclavagistes (Guerre de sécession). Quant à elle, l'Union européenne est apparue trop tard, à l'époque de décadence historique du capitalisme. Elle est un bricolage fragile de vieilles bourgeoisies, réactionnaires depuis si longtemps qu'elles sont bien incapables de fusionner et d'abandonner leur État national.

Le budget de l'Union européenne prouve qu'elle est loin de constituer un État. D'abord, elle n'a pas le droit de lever elle-même des impôts et elle est financée par des cotisations des États membres. Ensuite, ce financement est limité à environ 1 % du PIB de la zone (soit 115 millions d'euros ou 150 millions de dollars) ; en octobre 2002, Gerhard Schröder et Jacques Chirac se sont entendus pour ne pas l'augmenter. Enfin, le budget ne comporte pas de poste « défense » et il est surtout consacré aux « fonds structurel » au bénéfice des zones les plus pauvres (environ 33% des dépenses) et, jusqu'à présent, à la « politique agricole commune » (environ 45 % des dépenses, soit 45 milliards d'euros).

A titre de comparaison, le budget fédéral des États-Unis représente plus de 20 % du PIB américain. A elle seules, les dépenses militaires des États-Unis dépassent 350 milliards d'euros, soit 40 % de celles du monde entier. Celles des 25 armées de l'UE, si on les additionne, plafonnent à 150 milliards d'euros. En outre, les États européens restent membres de l'alliance militaire contrôlée par les États-Unis, l'OTAN. L'Union européenne n'a pas de bras armé. Même la « force de réaction rapide » décidée au Conseil européen d'Helsinki de 1999 n'est pas une force supranationale à la disposition des instances de l'UE. Elle se borne à une coopération entre les armées nationales, qui est, pour l'instant, limitée à quatre États (Allemagne, Belgique, France, Luxembourg). En outre, les décisions militaires de l'Union européenne doivent être prises à l'unanimité des États membres.

La guerre des Balkans de la fin du 20^e siècle et la deuxième guerre impérialiste contre l'Irak ont montré que l'UE n'est en rien *une* puissance, mais reste une fédération hétérogène autour d'un bloc -lui-même plus ou moins conflictuel- entre l'impérialisme allemand et l'impérialisme français.

L'accord de 1957 à l'origine de l'UE prétendait « *affermir, par la constitution de cet ensemble, la sauvegarde de la paix et de la liberté* » (traité de Rome, préambule). Le projet de traité constitutionnel de l'UE de 2004 affirme : « *L'Union a pour but de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples.* » (art. I.3).

Cela est démenti par la dévastation de l'ex-Yougoslavie de 1990 à 1999, qui a découlé largement de la rivalité persistante des puissances européennes. En effet, pour préserver et étendre leurs zones d'influence, les impérialismes français et allemand ont joué un grand rôle dans l'éclatement de la confédération yougoslave,

appuyant tel ou tel secteur national de l'ancienne bureaucratie titiste. Toutes les fractions de la bureaucratie voulaient restaurer le capitalisme, au détriment de l'union des peuples que la révolution yougoslave avait réalisée, et pour empêcher la révolution politique qui aurait permis au prolétariat yougoslave uni d'exercer le pouvoir. Dès l'origine, l'impérialisme allemand a encouragé la proclamation de l'indépendance par la Croatie et de la Slovénie, elle leur a fourni des armes et des conseillers militaires. De son côté, l'impérialisme français soutenait le plan de la « Grande Serbie », et elle armait celle-ci contre la Croatie et la Bosnie. Il en a résulté une décennie de régression nationaliste, de guerre, de déplacements de population et de massacres. Les Etats-Unis ont joué de leur supériorité diplomatique et militaire pour mettre fin au conflit... et renforcer leur influence en Europe au détriment de ses rivaux impérialistes du vieux continent.

L'UE prétend libérer les peuples et assurer leur bien-être. Mais, en son sein, elle garantit les frontières des Etats existants. De cette manière, l'UE ratifie l'oppression de bien des peuples en Europe même : Basques, Albanais du Kosovo, Irlandais... Pire encore, elle entérine le rattachement forcé des peuples des dernières miettes des anciens empires coloniaux britanniques, portugais, espagnol, néerlandais, français, danois... qui sont classés en « Pays et territoires d'outre-mer de l'Union européenne » et en « Régions ultra-périphériques ». Les PTOM sont associés à l'UE : Groenland, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Aruba, Antilles néerlandaises, Anguilla, îles Malouines, Bermudes, etc. Les RUP, souvent plus éloignées du continent européen que la Turquie, font même partie du territoire de l'UE : Guyane française, Guadeloupe, Martinique, La Réunion, Açores, Madère, îles Canaries.

La « Paix européenne » ignore la participation des armées de presque tous les pays capitalistes d'Europe à l'agression contre l'Irak en 1991, ainsi que le scandaleux embargo de l'ONU qui étrangla la population durant les dix années qui suivirent. Leur « paix » ferme les yeux sur les bombardements par plusieurs armées européennes et par l'armée américaine de la Serbie en 1999, de l'Afghanistan en 2002, sur les nombreuses interventions militaires desquelles les « démocraties » de la « vieille Europe » se sont rendues coupables en Côte d'Ivoire, en Haïti, etc. Leur « paix » oublie le soutien de tous ces Etats à Israël, oppresseur de la Palestine, leur soutien à la Turquie, oppresseur des Kurdes et à la nouvelle Russie capitaliste, oppresseur de la Tchétchénie.

Pour ce qui est de l'« unité » de l'Europe vis-à-vis de l'extérieur, l'expérience l'a contredite cruellement. Vis-à-vis de leur principal rival, l'impérialisme américain, les Etats européens ont montré leur division : les gouvernements de Grande-Bretagne, d'Etat espagnol, d'Italie et des pays d'Europe centrale ont soutenu les Etats-Unis lorsque ils ont engagé leur guerre de terreur et de pillage contre l'Irak, condamnée à haute voix par les impérialismes français et allemand qui souhaitaient poursuivre l'utilisation de l'ONU pour étrangler le pays.

Les rivalités apparaissent également dans l'opposition croissante entre impérialismes européens pour protéger leur commerce extérieur et leurs investissements à l'étranger afin de s'assurer des profits à l'est de l'Europe ou en Afrique, Amérique latine, Océanie et Asie.

L'EUROPE DU CAPITALISME, DU RACISME ET DU MILITARISME

Par l'invasion impérialiste de l'Irak sous direction américaine (avec participation de la Grande-Bretagne, de l'Etat espagnol, de l'Italie, de la Pologne...), par l'invasion et l'occupation de l'ex-Yougoslavie par l'OTAN, et l'occupation de l'Afghanistan par l'OTAN (avec la France, l'Etat espagnol, l'Allemagne), par le contrôle de Haïti (France, Etat espagnol, avec les Etats-Unis, l'Argentine, le Brésil, la Turquie, etc.), les pouvoirs impérialistes européens participent à la restauration brutale du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers et à la re-colonisation en cours des pays dominés.

A l'intérieur comme à l'extérieur, la minorité d'exploiteurs doit masquer ou légitimer sa domination grâce au patriotisme, aux médias de masse, aux religions, au système d'éducation. Pour compléter, il lui faut intimider et éventuellement écraser la résistance de la majorité exploitée et opprimée. Sans compter les dépenses pour les polices et les prisons, en constante augmentation, l'ensemble des 25 pays de l'UE dépensent en moyenne plus de 2 % de leur PIB pour leurs armées.

Les coups que reçoivent actuellement les travailleurs des campagnes et des villes d'Europe ne viennent pas d'une idéologie, qui serait le « néo-libéralisme » des institutions européennes. La lutte entre la bourgeoisie et la classe ouvrière est immanente au capitalisme. Plus que jamais depuis la crise économique mondiale de 1973, chaque bourgeoisie dans le monde mène l'offensive pour augmenter le taux d'exploitation et faire baisser la valeur de la force de travail. Le résultat est que, de 1975 à 1999, la part des salaires dans le PIB européen des 15 a baissé de 9 %. Le taux de chômage de l'UE à 25 est de 9,1 % de la population active. Le droit à une retraite décente, les allocations chômage des travailleurs du secteur privé, l'accès à la santé et à l'éducation, les services publics, toutes les conquêtes du mouvement ouvrier européen sont amputées, comme incompatibles avec un mode de production dépassé basé sur le profit, qui pourrait toute la vie économique et sociale.

Voilà pourquoi il ne peut y avoir une autre Europe unifiée qu'une Europe socialiste. Transformer l'UE en « Europe sociale » est un mythe réformiste.

Loin d'être victime de la « construction européenne », comme pleurnichent les réactionnaires, l'Etat national se renforce comme appareil de répression. Toutes les bourgeoisies européennes consolident activement leur propre Etat, en particulier les corps de mercenaires qui maintiennent l'ordre capitaliste : polices de toutes sortes, services secrets, armée. Parallèlement, tous les gouvernements européens s'en prennent aux libertés démocratiques.

Le capitalisme ascendant du 19^e siècle justifiait le colonialisme par le racisme. Au début du 21^e siècle, tous les démagogues réactionnaires attribuent les maux engendrés par le capitalisme (chômage, pauvreté, délinquance...) à la concurrence étrangère (toujours « déloyale »), aux « délocalisations », aux « technocrates de Bruxelles », etc. Les fascistes et, à l'occasion, des politiciens bourgeois respectables, accusent des boucs émissaires, comme toujours les Juifs mais surtout les immigrés (pakistanaï, arabes, turcs, etc.) et leurs descendants. Il ne s'agit pas seulement d'illuminés, car le capitalisme décadent secrète en permanence la xénophobie par la « politique de l'immigration », par la « lutte contre le terrorisme », par la division nationale et raciale de la classe ouvrière, par la ségrégation sociale dans des ghettos urbains...

Tous les gouvernements d'Europe restreignent le droit d'asile. Ils repoussent les Arabes et les Kabyles menacés par les fanatiques islamistes et les dictatures en place, ils s'en prennent aux militants kurdes ou aux immigrés turcs pourchassés dans tous les pays de l'UE, aux militants basques poursuivis en France et torturés par l'Etat espagnol, aux militants italiens cherchant refuge en France et renvoyés au mafioso Berlusconi...

Tous les Etats restreignent la liberté de mouvement et les droits des travailleurs migrant, les brutalisent et en parquent certains dans des centres de rétention ignobles, pour surexploiter les autres et diviser la classe ouvrière.

LE CAPITALISME S'EST RÉVÉLÉ INCAPABLE DE DÉPASSER LES FRONTIÈRES NATIONALES EN EUROPE

Les deux grandes guerres impérialistes furent avant tout l'expression de la révolte des forces productives contre les limites des frontières nationales, particulièrement archaïques en Europe. A deux reprises, l'impérialisme allemand a cherché à unifier militairement l'Europe sous son hégémonie. A la seconde, ce fut sous la conduite de l'incarnation abjecte de la contre-révolution bourgeoise et de la réaction capitaliste, Hitler et le nazisme. Par deux fois au 20^e siècle, les classes dominantes européennes, avec le renfort de la bourgeoisie américaine, se sont prises à la gorge pour repartager le monde, sacrifiant des millions de jeunes travailleurs des villes et des campagnes, ravageant le continent, massacrant les civils, entraînant dans le conflit la chair à canon de leurs colonies.

Face à l'horreur sans fin de la boucherie impérialiste, le prolétariat s'est révolté et a ainsi ouvert une autre voie à l'humanité. Il a débuté la révolution socialiste mondiale en prenant le pouvoir en octobre 1917 en Russie, en renversant la monarchie en Allemagne. Ainsi, la classe ouvrière a mis fin à la guerre entre les bourgeoisies dont elle était victime.

Lors de la Deuxième guerre mondiale, la défaite du nazisme a commencé grâce aux travailleurs russes, à Stalingrad en février 1943. La même année, le prolétariat italien se soulevait contre Mussolini. Cependant, la vague révolutionnaire qu'a engendrée la Deuxième guerre mondiale fut contenue par l'alliance contre-révolutionnaire entre la bourgeoisie impérialiste des États-Unis, celle de Grande-Bretagne et la bureaucratie de l'URSS (accords de Téhéran, de Yalta et de Postdam), toutes trois effrayées par la potentielle révolution prolétarienne en Europe occidentale et centrale, qui se serait inévitablement étendue à l'URSS. Staline a dissout la 3^e Internationale en 1943, en gage de collaboration de classes. Plus que le nazisme, la coalition « démocratique » de la Maison Blanche et du Kremlin craignait la révolution. Leurs forces armées ont donc laissé les nazis massacrer les insurgés de Varsovie et elles ont frappé délibérément la population civile allemande, pour la terroriser et anéantir toute velléité de révolte.

Leurs agents politiques au sein de la classe ouvrière, les partis « socialistes », les partis « communistes » et les appareils syndicaux réformistes se sont tous opposés à la lutte de la classe ouvrière dès 1943, date du soulèvement italien. Ils sont parvenus à contenir la révolution, en désarmant les travailleurs en France, en Italie, en Grèce..., en participant directement à la reconstruction des Etats bourgeois ébranlés par les défaites militaires et les soulèvements armés, en dénonçant, en combattant les grèves, en calomniant les révolutionnaires.

L'impérialisme vainqueur a reconstitué en Europe des Etats nationaux, en remettant en selle les bourgeoisies exsangues et discréditées, quitte à modifier le tracé de quelques frontières. Avec la complicité de Staline, les présidents démocrates Roosevelt et Truman ont divisé plus que jamais l'Europe et en particulier son principal prolétariat, le prolétariat allemand. En outre, l'alliance contre-révolutionnaire nouée à Yalta prévoyait le maintien des peuples coloniaux sous la botte de leurs maîtres européens.

LES CONQUÊTES DÉMOCRATIQUES ET SOCIALES SONT LE RÉSULTAT DE LA LUTTE DE CLASSE PROLÉTARIENNE

Menacées de tout perdre, les bourgeoisies européennes ont dû faire de larges concessions à leurs prolétariats respectifs : rétablissement des libertés démocratiques et du droit de grève, extension de la sécurité sociale et nationalisations... En Albanie et en Yougoslavie, des armées de partisans contrôlées par les partis staliniens prirent le pouvoir, malgré les consignes de Staline.

Les bourgeoisies nord-américaine, britannique et australienne avaient envoyé les jeunes travailleurs sur tous les fronts et sur tous les océans au nom de l'antifascisme. Mais, une fois ses rivales japonaise et allemande vaincues, la bourgeoisie américaine s'est retournée contre l'URSS et elle s'est appuyée plus que jamais sur les régimes fascistes du Portugal et d'Espagne. La bourgeoisie américaine, hégémonique, est venue en aide aux bourgeoisies européennes fragilisées, au moyen du plan Marshall en 1947. Elle a engagé dès la défaite de l'Allemagne une offensive contre l'URSS, visant à la restauration du capitalisme. Cette « Guerre froide » a reçu le soutien de la social-démocratie et de la plupart des directions syndicales.

Pour sa propre sauvegarde comme caste privilégiée, défendant du même coup l'URSS à sa manière contre l'agression impérialiste américaine, la bureaucratie du Kremlin a exproprié, à partir de 1948, les capitalistes en Europe centrale. Elle y a alors établi des Etats ouvriers bureaucratiques dès la naissance, calqués sur celui de l'URSS, dans lesquels les travailleurs n'exerçaient pas réellement le pouvoir et ne jouissaient même pas des droits démocratiques élémentaires et du droit de grève, mais où ils obtinrent le plein emploi, la santé et l'éducation gratuites...

Partout dans le monde, l'impérialisme américain a soutenu ou mis en place des dictatures contre toute menace révolutionnaire. En Europe, il a participé directement à la mise en place d'un régime autoritaire en Grèce en 1967. Mais les régimes bourgeois dictatoriaux de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal ne résistèrent pas à la vague révolutionnaire qui a ébranlé à partir de 1968 l'ordre de Yalta, tant à l'Ouest qu'à l'Est de l'Europe.

Dans les années 1960, l'Etat portugais entre en crise face à la résistance opiniâtre des peuples de ses colonies d'Afrique (Guinée-Bissau, Mozambique, Angola). En 1974, la révolution portugaise permet de renverser la dictature de Caetano, l'héritier de Salazar, à la suite de la fraternisation des soldats et des travailleurs le 1^{er} mai, la police secrète est démantelée, les entreprises sont occupées et toutes les libertés démocratiques sont conquises. Seules la collaboration de classe et la division forcenée des rangs ouvriers du PSP et du PCP, avec l'appui des centristes de toutes les obédiences, permettent à l'Etat bourgeois de tenir et de sauver le capitalisme portugais fragilisé. La voie est ouverte au ralliement à la Communauté économique européenne en 1986, en même temps que son voisin espagnol.

Dans l'Etat espagnol, des contradictions encore plus grandes minent le régime franquiste. La classe ouvrière a reconstitué ses forces, la jeunesse est en ébullition, les peuples opprimés se rebiffent. Pour éviter tout risque de révolution, le roi désigné par Franco comme son héritier, Juan Carlos de Bourbon-Parme, introduit des réformes préventives à partir de 1976. Tant le PSOE que le PCE soutiennent le roi et sa « transition ». Ils apportent leur soutien à la Constitution du 6 décembre 1978, qui rétablit un certain nombre de libertés démocratiques, tout en maintenant des privilèges de l'Eglise catholique, en niant le droit de se séparer des minorités nationales basque, catalane et galicienne, en instaurant une monarchie aux forts traits bonapartistes.

Alors que les dirigeants réformistes, Hollande, Buffet, Zapatero, Schröder et compagnie, affirment frauduleusement que les conquêtes ouvrières sont les enfants de « la république » ou de « la démocratie parlementaire », la vérité est toute autre : à l'est comme à l'ouest du continent, les grands acquis du prolétariat européen au 20^e siècle furent le sous-produit des vagues révolutionnaires mondiales engagées en 1917, en 1943 et en 1968.

L'UNION EUROPÉENNE REPOSE SUR UN COMPROMIS FRAGILE ENTRE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE ET LA BOURGEOISIE ALLEMANDE

L'UE constitue un fondement pour l'extension des grands groupes capitalistes de cette région, pour conserver leur part dans l'économie mondiale ou pour en conquérir de nouvelles dans les économies anciennement collectivisées d'Europe Centrale, de Chine, du Vietnam et de Cuba, dans les pays semi-coloniaux traditionnels et au sein des pays impérialistes eux-mêmes. Les gouvernements bourgeois masquent cet état de fait par des discours sur l'« unité du continent » et sur la « paix ».

Le Conseil européen, c'est-à-dire les gouvernements des 25 Etats membres, a adopté le 18 juin 2004 un projet de traité constitutionnel qui se situe clairement dans le cadre du capitalisme : *L'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur... une économie sociale de marché hautement compétitive...* (article I-3 du projet). Le mot « social », n'a qu'une fonction décorative. Quant à l'expression « économie de marché », elle désigne, en termes hypocrites, le capitalisme. Le mode de production capitaliste, né en Europe, n'est pas seulement un marché des produits, mais l'exploitation des travailleurs salariés. Dans le capitalisme, la force de travail des prolétaires est elle-même une marchandise à la disposition de la minorité de la société qui détient les moyens de production. Le produit social échappe au contrôle de ses producteurs, au profit des capitalistes qui peuvent ainsi accaparer le surproduit sous forme de profits.

La concentration du capital qui a pu se poursuivre à l'échelle mondiale, au prix de crises économiques et de guerres, prend la forme de grands groupes capitalistes transnationaux. Pour autant, elle ne conduit pas à la disparition des Etats nationaux et des frontières. Au contraire, elle inclut l'accroissement de la concurrence entre les entreprises et entre les espaces nationaux dans lesquels elles se meuvent et sur lesquels elles s'appuient. En effet, d'une part, l'écrasante majorité des « multinationales » a une base nationale clairement identifiable ; d'autre part, les Etats les plus puissants, non seulement garantissent le maintien des conditions de l'extorsion de la plus-value face à la résistance des salariés, au compte de tout le capital contre le travail, mais encore défendent les intérêts de leur fraction nationale du capital face à ses concurrentes.

L'Union européenne est elle-même l'œuvre d'Etats, et singulièrement des vieilles puissances impérialistes du continent. Ce que les politiciens, les universitaires et les journalistes bourgeois appellent la « construction européenne » a reposé depuis le début sur des négociations en coulisse des pouvoirs exécutifs de la France et de l'Allemagne, même si ces derniers ont aussi composé avec la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Etat espagnol et les Pays-Bas...

Dès les années 1950, pour surmonter l'étroitesse de leurs territoires, pour éviter l'étranglement de leurs économies nationales, aggravée par la perte des marchés d'Europe de l'est et des empires coloniaux, des accords furent conclus entre quelques Etats capitalistes, créant ainsi une première zone de libre échange : d'abord les trois petits pays du « Benelux » en 1948, puis les six pays de la « Communauté économique européenne » en 1957 (Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg). Telle est l'origine de cette prétendue « Europe », renommée Union européenne en 1992 : un compromis entre bourgeoisies nationales, afin de libérer l'accumulation du capital de l'obstacle de leurs propres frontières... L'accord régional s'est étendu, en 1973, au Royaume-Uni, à l'Irlande, au Danemark ; en 1981, à la Grèce ; en 1986, à l'Espagne et au Portugal ; en 1995, à la Suède, à la Finlande et à l'Autriche ; en 2004, à la Pologne, à la Hongrie, à la République tchèque, à la Slovaquie, à la Lituanie, à la Lettonie, à l'Estonie, à Malte et à Chypre. La Turquie, la Bulgarie et la Roumanie ont demandé à le rejoindre.

L'Allemagne et la France ont contrôlé toutes les étapes, depuis la création de la CECA en 1951 jusqu'à la proclamation de l'UE en 1992. Aucune décision significative (comme l'adoption de l'euro en 1999 ou l'élargissement à dix nouveaux pays en 2004) n'est prise par l'UE sans l'accord des pouvoirs exécutifs des États allemand et français. En outre, l'Allemagne et la France peuvent briser les règles si leurs intérêts le leur dictent, comme ce fut le cas en 2003 et 2004, avec des déficits budgétaires dépassant largement les critères des traités de Maastricht de 1992 et d'Amsterdam de 1997. Ainsi, à travers leurs Premiers ministres et les autres membres de leurs gouvernements, l'Union européenne est sous le contrôle des grandes entreprises capitalistes de ces pays. La Commission européenne de Bruxelles, loin de détenir le pouvoir, est chargée de la mise en œuvre de ces politiques.

Le traité constitutionnel ne remettrait nullement en cause ces fondements de l'UE.

QUELLE ATTITUDE DOIT PRENDRE LE PROLÉTARIAT DES PAYS MEMBRES DE L'UE FACE AU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL ?

Dans un certain nombre de pays, les gouvernements envisagent de soumettre au référendum l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et le projet de traité constitutionnel de l'UE.

Ce projet de traité constitutionnel, rédigé par Giscard d'Estaing, ancien Président de la 5^e République française, garantit la mainmise des grandes puissances sur l'Union européenne et leur domination sur les autres membres. D'une part, les gouvernements prendront toujours les décisions essentielles, même si le parlement européen aura aussi son mot à dire dans quelques domaines (budget, marché intérieur, immigration...). D'autre part, les décisions se prendront soit à l'unanimité (fiscalité, politique sociale...), soit à la « majorité qualifiée », qui exige l'accord d'au moins 15 Etats représentant 65 % de la population (articles I-23, I-25...). Ainsi, la France et l'Allemagne peuvent paralyser toute mesure qui les gênerait.

Par conséquent, le projet entérine la domination économique de tout le continent par les Etats impérialistes, mais aussi la survivance de monarchies et l'existence de religions d'Etat (chrétiennes), le maintien des peuples opprimés d'Europe dans les Etats capitalistes existants. Le projet de traité constitutionnel européen se réfère même à la religion comme valeur fondatrice (préambule) ; il oblige l'Union européenne à consulter les Eglises (art. I-52). Sous prétexte de « *lutte contre le terrorisme* », le traité constitutionnel européen de Giscard prévoit la collaboration des Etats, des polices et des services secrets contre les pays dominés et les organisations radicales, nationalistes ou révolutionnaires (articles I-42, III-271, III-276, III-309).

Aucune travailleuse consciente, aucun travailleur conscient ne peut soutenir un tel traité. Pour autant, ils ne peuvent s'associer à ceux qui y opposent le chauvinisme, le bloc avec « leur » bourgeoisie et la division de la classe ouvrière.

Parce que le réformisme a pour horizon le capitalisme, les dirigeants des organisations ouvrières de masse et leurs alliés centristes tentent d'enfermer les travailleurs dans un dilemme dont les deux choix sont capitalistes. Tous prêtent aux capitalismes d'Europe la capacité d'unifier le continent. La plupart s'en réjouissent, pensant comme les fractions décisives de leur classe dominante que c'est le seul cadre possible pour résister à la concurrence américaine ; d'autres le regrettent, avec une fraction minoritaire de leur classe dominante, et entendent défendre les prérogatives de « leur » nation contre les « diktats de Bruxelles ».

Suivant les Etats, la ratification du traité constitutionnel adopté par les exécutifs passera par le parlement ou par consultation électorale. En cas de référendum, les travailleurs n'ont pas à se prononcer, ni pour ce traité, ni pour le maintien du Traité de Nice de 2001.

L'unification pacifique du continent serait un progrès historique. Mais la bourgeoisie à l'époque impérialiste est bien incapable d'y parvenir. L'économie étouffe dans le carcan de la propriété privée et des frontières héritées de la période historique antérieure. Les bourgeoisies de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, de l'Allemagne..., ne peuvent se départir de leur Etat national, indispensable contre leur prolétariat et aussi contre les bourgeoisies concurrentes.

L'unification de l'Europe est la tâche historique de la seule classe progressiste de notre époque, le prolétariat. La contradiction grandissante entre le développement des forces productives, leur tendance à l'internationalisation et à la socialisation, et les rapports de production capitalistes ne sera dépassée que par une révolution sociale, accomplie par la classe qui est à la fois le produit du capitalisme, sa condition d'existence et sa négation potentielle,

la classe ouvrière. En permanence, elle est confrontée aux capitalistes qui l'exploitent et elle a la capacité de renverser la classe des exploités par son nombre, sa concentration et sa place décisive dans la production, les travailleurs indépendants jouant un rôle toujours moindre dans la production des marchandises.

Pour mener à bien cette tâche historique, le prolétariat doit commencer par affirmer son indépendance de la bourgeoisie et de toutes ses fractions politiques.

Il est possible que les travailleurs d'un pays donné voient dans le référendum l'occasion de se prononcer contre le gouvernement bourgeois en place, quelle que soit sa composition : parti réformiste, coalition entre parti réformiste et parti bourgeois, partis bourgeois seuls au pouvoir. Mais ces référendums serviront à la division des rangs ouvriers. Ce n'est pas par le « non » que les travailleurs manifesteront leur force. Surtout, les campagnes pour le « non » seront l'occasion d'un déferlement de chauvinisme et de xénophobie, spécialement contre les Turcs. Là où il y aura consultation électorale sur le projet de traité constitutionnel, les travailleurs conscients ne peuvent que la boycotter : ni Traité de Nice, ni traité constitutionnel Giscard ! Ni repli national, ni parodie d'unité européenne !

QUELLE ATTITUDE DOIT PRENDRE LE PROLÉTARIAT D'EUROPE FACE À L'ADHÉSION DE LA TURQUIE ?

Comme l'État russe actuel, l'État turc comprend une petite partie de son territoire dans ce qu'il est de tradition d'appeler « Europe » et une plus grande partie en « Asie ». Depuis 1963, la Turquie était associée à la CEE. Depuis 1995, cet accord est une union douanière. Les gouvernements turcs successifs demandent depuis 1987 à rejoindre l'Union européenne.

Certains partis bourgeois, s'opposent à l'entrée de la Turquie parce qu'ils misent en permanence sur la xénophobie : ils agitent donc le spectre d'une immigration massive. D'autres sont réticents parce qu'ils redoutent le coût de l'adhésion si la « politique agricole commune » de l'UE était appliquée à la Turquie. En outre, beaucoup de partis bourgeois redoutent le risque d'incohérence pour l'idéologie dominante car la population de la Turquie est majoritairement musulmane alors que l'UE a été fondée par des cléricaux chrétiens et que la lutte contre le « terrorisme islamiste » est largement utilisé pour justifier les atteintes aux libertés démocratiques...

D'un autre côté, la possibilité d'agrandir le marché européen avec un grand pays et d'arracher la Turquie à l'orbite des États-Unis tente de nombreux secteurs de la bourgeoisie européenne.

Pour l'instant, le Conseil européen (l'exécutif de l'UE constitué des premiers ministres des États membres) diffère toujours l'adhésion de l'État turc. Ainsi, le Conseil des 16 et 17 décembre 2004, consacré à cette question, a décidé d'ouvrir... de nouvelles négociations.

Le prolétariat et les communistes-révolutionnaires de l'État turcs ont à combattre l'appartenance à l'OTAN, l'alliance avec Israël et les bases américaines, comme toute soumission du pays à l'impérialisme allemand et à l'impérialisme français par la bourgeoisie turque. Ils devront réfuter toute illusion des travailleurs turcs et kurdes envers l'UE, mais aussi refuser au sein des masses tout repli vers le nationalisme bourgeois kémaliste ou islamiste.

Le peuple kurde doit pouvoir décider librement de son maintien dans l'État turc ou de sa séparation des États bourgeois existants du Proche-Orient. Suivant la marche de l'histoire, le prolétariat turc décidera librement de contribuer aux États-Unis socialistes d'Europe ou aux États-Unis socialistes du Proche-Orient.

De son côté, l'avant-garde des travailleurs des pays déjà membres de l'UE ne peut approuver les motifs bourgeois d'exclusion ou d'acceptation de la Turquie. Contre tout chauvinisme et contre toute emprise impérialiste sur la Turquie, pour unir les travailleurs de tout le continent et pour unir le prolétariat de chaque pays d'Europe qui comporte une fraction de nationalité turque ou d'origine turque ou kurde, les travailleurs des pays membres de l'UE doivent se prononcer pour la libre circulation et le libre établissement, sans condition, de tous les travailleurs de l'État turc dans toute l'Europe et pour l'extension de tous les acquis du mouvement ouvrier d'Europe de l'Ouest et du Nord à leurs sœurs et frères en Turquie.

Toute tentative des bourgeoisies pour que les travailleurs se prononcent sur l'adhésion de la Turquie à l'UE est un piège. Ni les travailleurs de Turquie, ni les travailleurs de l'UE ne peuvent remporter une victoire politique dans un dilemme bourgeois, qui les placerait automatiquement du côté d'une des deux tendances de l'ennemi de classe : les annexionnistes ou les chauvins. Par conséquent, en cas de référendum sur cette question le mot d'ordre du prolétariat doit être le boycott.

CONTRE TOUS LES GOUVERNEMENTS BOURGEOIS D'EUROPE, CONTRE L'UE, CONTRE L'OTAN, CONTRE LE CHAUVINISME

La perspective qu'offre le capitalisme aux peuples européens est le déclin, la régression sociale et le chômage de masse, la compétition accrue entre pouvoirs impérialistes, la crise économique mondiale et la guerre.

Cependant, la classe ouvrière, première cible de la dégradation constante des conditions d'existence de la vaste majorité de la population, détient également la capacité d'y mettre fin et d'unifier l'Europe. Le prolétariat doit pour cela prendre la direction de tous les opprimés et de tous les exploités.

A la coalition ouverte ou masquée avec la bourgeoisie pratiquée par la social-démocratie traditionnelle et le stalinisme en reconversion depuis la disparition de l'URSS, les bolcheviks opposent le front unique de tous les travailleurs contre la bourgeoisie, la coalition revendicative et politique de toutes les organisations ouvrières contre les gouvernements bourgeois, leurs Etats et leur Union européenne, pour leur renversement définitif.

Nous exigeons de toutes les organisations reposant sur les travailleurs qu'elles rompent politiquement avec la bourgeoisie et qu'elles défendent un programme ouvrier. Les bolcheviks les soutiendraient, s'ils s'engageaient dans cette voie :

- **Non au chômage ! Interdiction des licenciements sans reclassement équivalent ! Défense et rétablissement de toutes les conquêtes prolétariennes ! Education et soins publics et gratuits et de qualité, logement pour tous !**
- **Non à la flexibilité, aux lois contre les grèves et contre les syndicats ! 35 heures par semaine sans flexibilité ! Réduction du chômage par la répartition du travail entre toutes les mains disponibles ! Augmentation générale des salaires, pensions et allocations ! Rattrapage et indexation des salaires sur la hausse des prix !**
- **Abolition de la TVA et de tout impôt sur la consommation populaire ! Fin des subventions aux entreprises ! Contrôle ouvrier sur l'industrie et les services ! Expropriation des banques et des grands groupes capitalistes ! Plan de production et de répartition sous le contrôle des masses !**
- **Pour des syndicats unifiés rassemblant dans chaque branche tous les travailleurs, quels que soient les qualification et les métiers ! Démocratie complète dans les syndicats ! Non à la cogestion ! Aucune discussion des plans gouvernementaux ou patronaux contre les travailleurs ! Assemblées générales et comités élus pour diriger les luttes !**
- **Égalité réelle entre hommes et femmes ! Avortement et contraception libres et gratuits ! Droit égaux pour tous, quelle que soit l'orientation sexuelle !**
- **Laïcité dans toute l'Europe ! Séparation de l'Église et de l'État ! Interdiction de tout financement par l'État et par les collectivités territoriales de toute religion, de tout clergé et de toute école privée ! Suppression de toute mention de religion sur les papiers d'identité et dans les fichiers de l'État ! Émancipation de la jeunesse de tout contrôle clérical !**
- **Indépendance pour les dernières colonies européennes ! Autodétermination pour les Kosovars, les Basques, les Irlandais, les Kurdes, etc. !**
- **Abolition des accords de Schengen ! Ouverture des frontières pour tous les travailleurs ! Acquisition de tous les droits et de la citoyenneté pour les travailleurs immigrés !**
- **Libération de tous les militants révolutionnaires, de tous les syndicalistes et de tous les activistes des nations opprimées emprisonnés ! Autodéfense ouvrière des grèves, des manifestations et des organisations prolétariennes ! Dissolution des armées professionnelles nationales et des forces de répression policières !**
- **Abolition de toutes les monarchies ! Pour la suppression de toutes les « chambres hautes » (sénats, chambre des lords, etc.), pour la révocabilité des élus politiques et pour leur rémunération limitée au salaire de technicienne ou de technicien !**
- **Aucune menace militaire contre la Chine, la Corée du nord, l'Iran et la Syrie ! Fermeture de toutes les bases militaires américaines en Europe ! Désaffiliation et liquidation de l'OTAN ! Désarmement de la « Force Européenne Rapide » !**
- **Pour l'annulation de toutes les dettes des pays pauvres ! Pour la défense des économies collectivisées de Cuba, de la Corée du Nord et du Vietnam ! Troupes impérialistes hors de Côte d'Ivoire, d'Haïti, de Bosnie, du Kosovo, d'Afghanistan, d'Irak, immédiatement ! Front unique ouvrier pour le blocage du transport et des transmissions militaires ! Victoire pour l'Irak ! Défaite de l'impérialisme !**
- **Contre l'Union Européenne, contre tous les traités ou accords de la CEE et de l'UE, du Traité de Rome de 1957 jusqu'au projet de traité constitutionnel, qui s'inscrivent totalement dans le capitalisme et qui entérinent la domination du continent par la France et l'Allemagne ! Pour des gouvernements ouvriers dans chaque pays d'Europe ! Pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe !**

Toute revendication sérieuse des masses se heurte à la propriété privée des moyens de production. Voilà pourquoi les travailleurs doivent s'unir pour renverser l'Etat bourgeois qui garantit la mainmise d'une petite minorité sur toute la société et lui permet de vivre du travail d'autrui. Seul un gouvernement ouvrier saura garantir l'avenir. Il aura pour tâche d'exproprier les exploités, de mettre les grandes entreprises sous le contrôle des producteurs associés et de commencer à réorganiser la société sur une base rationnelle, donc internationale puis mondiale.

Toutes les conquêtes sociales antérieures de la classe ouvrière d'Europe de l'Est ont été liquidées parce que la bureaucratie usurpatrice n'a pas été chassée et a finalement restauré le capitalisme. Toutes les conquêtes politiques et sociales de la classe ouvrière d'Europe de l'Ouest sont rognées et menacées, parce que la bourgeoisie a gardé le pouvoir grâce à la complicité des partis réformistes et des appareils syndicaux. Le prolétariat ne doit pas laisser passer les prochaines occasions révolutionnaires, sous peine de revivre toutes les facettes de la barbarie capitaliste : la crise économique, le fascisme et la guerre.

LES APPAREILS SYNDICAUX ET POLITIQUES RÉFORMISTES DIVISENT LES RANGS OUVRIERS ET COLLABORENT AVEC LA BOURGEOISIE

Au cours de la précédente vague révolutionnaire mondiale, le prolétariat européen a démontré encore une fois sa capacité à combattre : Belgique en 1961, France et Tchécoslovaquie en 1968, Italie en 1969, Pologne et Grande-Bretagne en 1970, Turquie en 1971, Irlande et Portugal en 1974, Etat espagnol en 1976, Pologne en 1980... Récemment, face à la contre-offensive de la bourgeoisie mondiale, en résistance aux offensives locales contre leurs droits politiques et sociaux, contre les guerres impérialistes, des mouvements de grève et des démonstrations de masse ont eu lieu en Grande-Bretagne, dans l'Etat espagnol, en Italie, en Grèce, en Allemagne, en Autriche ...

Cependant la protestation spontanée des travailleurs et de la jeunesse n'est pas suffisante. Elle se heurte aux bureaucraties syndicales et aux partis traditionnels de la classe ouvrière, qui bloquent et détournent leurs luttes, parce qu'ils sont les larbins des Etats bourgeois qui achètent leurs services. Les nationalistes petits-bourgeois (le SSP, Batasuna, le Sinn Fein...), les courants islamistes et les organisations de jeunesse chrétienne, les mouvements « altermondialistes » comme ATTAC et les partis « écologistes »... contribuent également à la confusion du prolétariat et la jeunesse. Nombre de ces charlatans nourrissent les masses du mythe d'une « autre Europe », qui serait moins « libérale » (mais tout autant capitaliste) ou ils divisent les masses en fonction du sexe, de la nationalité, de la race ou de la religion...

A travers toute l'Europe, les partis ouvriers-bourgeois et les bureaucraties syndicales défendent la collaboration de classe qu'ils pratiquent quotidiennement : ils vivent des miettes que la bourgeoisie leur accorde pour défendre ses intérêts fondamentaux, antagoniques à ceux du prolétariat. La plupart des partis sociaux-démocrates et d'origine stalinienne des pays européens ne revendiquent même plus le socialisme depuis la restauration du capitalisme en Russie, à laquelle ils ont contribué. Ils tentent de faire croire à une « Europe sociale », comme si l'Union européenne capitaliste pouvait satisfaire les besoins sociaux des masses.

En pratique, les partis réformistes acceptent de discuter et de mettre en œuvre les plans anti-ouvriers, ils empêchent les grèves générales et l'autodéfense des travailleurs, ils prêchent la confiance dans la police et l'armée et renforcent les corps de répression, ils pactisent avec les partis bourgeois ou soutiennent les représentants de la bourgeoisie, ils acceptent la botte d'Israël sur la Palestine, ils sont les complices de l'oppression des peuples en Europe, ils soutiennent l'ONU et l'intervention de ses troupes. Quand ils sont au pouvoir, ils conçoivent eux-mêmes les privatisations et les plans anti-ouvriers, ils déportent ou emprisonnent les travailleurs immigrés.

Leurs alliés d'« extrême gauche » se bornent comme eux à revendiquer une « autre Europe »... sans dire laquelle. Les plus audacieux des centristes bavardent sur une « Europe des travailleurs », sans socialisme, sans révolution et surtout sans dictature du prolétariat, donc illusoire. Par exemple, en France, Lutte Ouvrière et la LCR prétendent transformer l'Union européenne, cette coalition d'Etats bourgeois, en une « Europe des travailleurs », tandis que le PT attribue la détérioration de la vie des masses à l'Union européenne, comme les partis bourgeois les plus réactionnaires. Les liquidateurs de la 4^e Internationale constituent de fait l'aile gauche du réformisme, car ils se sont installés progressivement dans le capitalisme et se sont accommodés de leur Etat bourgeois.

Depuis longtemps, certains préconisaient la voie parlementaire (ex-Militant, aujourd'hui les deux courants CIO et Socialist Appeal-El Militante) ; aujourd'hui, tous renient de plus en plus ouvertement la révolution. En France, les centristes appellent à voter Chirac (LCR), défendent la « République » bourgeoise (PT), soutiennent les manifestations d'officiers de police (LO) ou la loi Chirac contre le port du foulard par les jeunes arabes et turques (LCR, LO, PT). En Grande-Bretagne, ils abandonnent la lutte pour une Palestine laïque et démocratique, pour le droit à l'avortement et pour la suppression du contrôle de l'immigration (SWP). A travers toute l'Europe, les pseudo-trotskyistes et les reliquats du maoïsme s'intègrent de plus en plus aux appareils syndicaux corrompus ou en constituent à leur propre compte (SUD en France). Les « trotskystes » domestiqués et les petits-bourgeois anarchistes apportent pour la plupart un soutien enthousiaste au « Forum social mondial » dirigé par les églises chrétiennes et leurs amis staliniens recyclés, les ONG financées par les Etats bourgeois et les partis politiques écologistes.

Les libertaires et les centristes se dressent contre la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire. Les anarchistes laissent ainsi le prolétariat aux mains des agents de la bourgeoisie. Quant à ceux qui se sont parfois réclamés du marxisme, leur perspective politique commune est le parti « large », non délimité clairement, qui prétend améliorer la situation des travailleurs au sein du capitalisme. Ils mettent en place des petites formations qui prétendent occuper la place des partis ouvriers bourgeois de l'après-guerre ou se comportent comme les béquilles des partis « socialistes » ou « communistes » de plus en plus discrédités par leur gestion loyale du capitalisme dans les collectivités territoriales, dans les gouvernements nationaux et dans l'Union européenne.

En France, l'ex-PCI a disparu dans un parti réformiste et chauvin qu'il a lui-même constitué, le « Parti des travailleurs ». En Grande-Bretagne, la majorité du courant Militant, exclue du Parti travailliste, a mis sur pied un « Socialist Party » sur le programme réformiste traditionnel du travaillisme de gauche. Toujours en Angleterre, le SWP et l'ISG lancent actuellement un parti appelé « Respect » avec des islamistes et George Galloway, un dissident travailliste anti-avortement et partisan du contrôle de l'immigration, après avoir échoué dans leur précédent projet néo-réformiste (« Socialist Alliance »). Ailleurs, les pseudo-trotskystes renforcent depuis plus d'une décennie les formations réformistes d'origine stalinienne (PRC en Italie, IU dans l'État espagnol, PDS en Allemagne, PCF en France...). D'autres, ou les mêmes, se sont ralliés directement à la social-démocratie (à la mairie de Londres, dans la direction du PS et dans le parlement français...). Parfois, les anarchistes, les maoïstes et les trotskystes défroqués ont même rejoint des partis politiques sans aucun rapport avec la classe ouvrière : écologistes allemands, nationalistes catalans, nationalistes écossais...

Tous ces courants n'ont plus rien à voir avec la révolution.

L'ENNEMI EST DANS NOTRE PROPRE PAYS : POUR L'UNITÉ DU PROLÉTARIAT DE TOUTE L'EUROPE ET DU MONDE ENTIER, POUR UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE

Pour se défendre et préparer son avenir, le prolétariat a besoin d'une nouvelle direction, un parti de type bolchevik, internationaliste et révolutionnaire, qui agisse par tous les moyens prolétariens pour le retrait des armées des impérialismes européens d'Irak, d'Afghanistan, de Serbie, de Bosnie, de Côte d'Ivoire, d'Haïti, pour la défaite de l'impérialisme. Il doit également être au côté des autres prolétariats du monde et au côté des pays dominés contre les impérialismes européens, japonais et américain. En particulier, il doit protéger les peuples agressés comme les Irakiens, les Palestiniens, les Tchétchènes ou les Kurdes.

La tâche des internationalistes, la meilleure aide qu'ils peuvent apporter à la révolution mondiale, est d'œuvrer au renversement de sa propre bourgeoisie par chaque prolétariat. Cela passe, dans chaque pays, par la proposition du front unique de toutes les organisations ouvrières pour contrer les attaques de toutes sortes du capital et de l'Etat bourgeois.

L'avant-garde ouvrière européenne doit se rassembler dans une internationale marxiste et des partis ouvriers révolutionnaires dans chaque pays, que les noyaux léninistes-trotskystes ont pour but d'édifier. Une Internationale qui mènera jusqu'au bout la lutte de classes dans chaque pays contre sa propre bourgeoisie, qui aide à la construction de milices ouvrières, qui conduit au renversement de l'Etat bourgeois et fonde un gouvernement ouvrier expropriateur des groupes capitalistes, qui ouvre la voie aux Etats-Unis Socialistes d'Europe. Cette fédération sera ouverte à toutes les républiques ouvrières qui souhaiteront la rejoindre, de la Turquie à la Norvège, de la Suisse à la Russie, car elle ne sera qu'une étape vers la fédération mondiale des soviets.

L'unification du continent ne peut se réaliser que par une révolution sociale. Une telle révolution ne peut être portée que par la classe qui n'a rien à y perdre, qui est exploitée, qui est internationaliste et non nationaliste. La victoire de la révolution en Europe constituera une inspiration pour la révolution en Amérique et dans le monde entier, afin de créer les conditions du dépérissement de l'Etat et de l'extinction des classes sociales.

L'Europe est le berceau du capitalisme. Par conséquent, le prolétariat moderne est apparu d'abord en Europe, qui a été aussi le théâtre des premières révolutions ouvrières et des premières prises de pouvoir par les travailleurs : à Paris en 1871, à Petrograd et Moscou en 1917. Si le capitalisme a finalement été rétabli en Russie, si les conquêtes sociales qui semblaient les mieux établies sont peu à peu anéanties, le prolétariat d'Europe n'a pas dit son dernier mot. Demain, il renouera avec la voie tracée par la Commune de Paris et surtout Octobre 1917 : il prendra le pouvoir.

Construisons l'Internationale dont les drapeaux rouges proclameront : Vive l'union des travailleurs des villes et des campagnes du monde entier ! Pour le renversement de la bourgeoisie dans chaque pays ! Pour la République universelle de conseils ouvriers !

Le 9 avril 2005

Groupe Bolchevik (France), Grupo Germinal (Etat espagnol), Lucha Marxista (Pérou)